

Qui a peur de la philosophie ?

EN 1975, le ministre togolais de l'Éducation nationale, M. Malou, élabore une réforme de l'enseignement afin de promouvoir l'« école nouvelle ». Celle-ci doit avoir pour but « la formation et l'épanouissement d'un esprit authentiquement africain » ; son rôle est de « redonner au citoyen formé la confiance en soi et la notion de liberté que l'école coloniale lui a enlevées ». Pour atteindre cet objectif, les nouveaux programmes doivent « être essentiellement pratiques et axés sur la connaissance du milieu, éliminer tout ce qui ne tend pas vers le concret ; (...) détruire le mythe de "l'intellectuel pur" à l'universalité dérisoire, en lui opposant un citoyen à l'esprit pratique, enraciné dans les réalités togolaises et africaines, un citoyen aux connaissances utiles, concrètes, bref un homme alliant théorie et pratique, un esprit ouvert et disponible ». Loin de se cantonner à une « formation au rabais » maintenant une « étroitesse d'esprit », la pédagogie mise en place « partira du concret, du connu pour aller à l'abstrait, à l'inconnu » et s'appuiera sur « la connaissance du milieu immédiat qui doit servir de base sûre pour l'élargissement des connaissances du monde extérieur ». Par voie de conséquence, la réforme prévoit de supprimer des programmes « tout ce qui n'est que livresque, tout ce qui ne constitue qu'un luxe de l'esprit et tout ce qui n'est pas immédiatement efficace ».

La pédagogie de l'école nouvelle laisse-t-elle encore une place, dans l'enseignement secondaire, à la philosophie ? A lire ce qui précède, on aurait pu sérieusement en douter, tant la condamnation de « l'universalité dérisoire » et de ce qui est un « luxe de l'esprit », non « immédiatement efficace » semble la viser tout particulièrement. Et pourtant, non seulement la philosophie est actuellement enseignée dans les classes terminales au Togo, mais la réforme précise qu'elle doit également l'être dès la seconde. C'était, ne l'oublions

pas, une des propositions novatrices formulées lors des états généraux de la philosophie réunis à Paris, sous la conduite de J. Derrida et dont les actes furent publiés en 1975 sous le titre : « Qui a peur de la philosophie ? »

Cet enseignement, tel qu'il est réellement dispensé et reçu aujourd'hui, concourt-il à réaliser l'ambition de l'école nouvelle : conduire le jeune citoyen à penser et à comprendre, non pas des idées abstraites, mais sa propre existence et la société dont il est issu, pour s'ouvrir au monde afin d'être capable de prendre en charge son destin et celui de sa jeune nation ?

Le français, langue étrangère

L'enseignement de la philosophie qui, plus que toute autre discipline, exige rigueur et précision de l'expression, devient très difficilement efficace en l'absence d'un minimum de maîtrise de la langue d'enseignement par les élèves. Mais de quelle langue s'agit-il ? Nous n'en sommes pas encore à la seconde étape de la réforme où l'enseignement sera donné en langues nationales. Il s'agit donc toujours du français, c'est-à-dire d'une langue étrangère, même si elle est apprise dès l'école primaire. Elle semble même l'être plus que jamais pour les élèves, puisque les langues locales, jadis sévèrement maintenues à l'extérieur des enceintes des établissements, envahissent maintenant les cours de récréation où elles règnent presque sans partage et s'aventurent jusqu'aux salles de classe où l'on peut entendre des élèves de terminale s'entretenir de mathématiques dans leur langue maternelle. L'affichage de l'extrait du règlement d'un établissement de Lomé indiquant que le français est la seule langue autorisée et les exhortations répétées de la direction font sourire par leur caractère dérisoire lorsque l'on entend, et ce n'est pas rare, des professeurs de français s'entretenir avec leurs élèves en langue locale. Un fait est certain : les lycéens togolais parlent et écrivent de plus en plus mal le français.

Quelles sont les causes de cette situation ? Méthode d'apprentissage inadaptée en classe primaire ? Importante réduction de la part du programme consacré aux classiques français au profit de la littérature africaine, peut-être moins formatrice du point de vue de la rigueur de la langue (notion d'ailleurs discutable) ? Et certainement d'autres causes encore, plus profondes, qui rendraient compte également de la baisse générale du niveau scolaire. En tout cas, la décision prise en 1984 d'ajouter des heures de français aux programmes ne suffira évidemment pas à résoudre le problème de fond.

Le sujet donné au baccalauréat 1986 en série scientifique : « Quel crédit peut-on accorder à une théorie scientifique ? » sembla énigmatique à de très nombreux candidats : le mot « crédit » n'avait pour eux d'autre sens, quand il en avait un, que celui de crédit accordé par une banque ou un commerçant... Pour que les cours de philosophie ne tournent pas au malentendu chronique, il faudrait y inclure des leçons systématiques de vocabulaire. La structure logique du discours, dont l'importance en philosophie est capitale, souffre considérablement de la non-maîtrise de la langue. Les conjonctions « mais, alors, donc, c'est pourquoi, car », qui sont autant de jointures aux articulations du discours, utilisées pour ainsi dire indifféremment, rendent celui-ci souvent inintelligible.

Un décalage culturel

Le décalage entre l'enseignement de la matière et la disposition des élèves n'est pas seulement linguistique. N'est-ce pas, comme le diraient certains partisans de « l'authenticité », la philosophie elle-même qui, héritière de Platon et de Descartes, n'est pas adaptée à la culture spécifique des jeunes Togolais ? Le problème de l'inculturation de l'enseignement touche de façon particulièrement importante l'enseignement de la philosophie. Même si elle tend à l'universalité, cette discipline ne peut être abordée sans référer à une culture, à une manière de se représenter le monde et d'être au monde.

L'étude du chapitre sur la pensée magique suscite souvent, dans les classes, des débats houleux et passionnés sur la véritable nature du pouvoir des féticheurs. On touche là, chez les élèves, une préoccupation profonde, souvent douloureuse, un point sensible. Pouvoir en parler, aborder la question avec le recul et la relative sérénité que permettent le cadre scolaire et la théorisation philosophique peut être pour eux une sorte de libération : du mystère, de l'inanalysé et de la peur que cela implique, et éventuellement d'un complexe qu'un élève exprimait à sa façon en lançant, non sans agressivité, à son professeur — certes européen — : « Nous ne sommes pas assez bêtes pour croire à ces petits dieux » !

Parfois, cependant, on se heurte à une réaction inverse. Au cours de l'explication du chapitre sur l'épistémologie des sciences physiques, un professeur demande à la classe d'appuyer sa démonstration en répondant à la question : « Le tonnerre est-il un dieu ? » et est étonné de s'entendre répondre par un élève : « Oui, pour moi c'est un dieu ». Ainsi, l'expérience de l'élève, qui habituellement reste entre parenthèses et s'efface devant le discours scolaire, peut émerger quand l'ouverture d'une brèche lui en laisse la possibilité.

- « Pourquoi affirmes-tu cela ? »
- « Par respect pour les coutumes de mes ancêtres ».

Donc, dans son esprit, deux logiques coexistent et, semble-t-il, ne se rencontrent ni ne s'interrogent l'une l'autre.

De toute évidence, les élèves vivent mal ce parallélisme, cette dualité entre leur expérience, celle de leur propre existence formée par le milieu concret qui est le leur, et la philosophie telle qu'elle leur est enseignée, dans laquelle l'abstraction scolaire atteint son sommet, entre le vécu et le pensé, entre l'immédiat et le réfléchi. Ils ne parviennent pas à utiliser les concepts expliqués en classe pour analyser ce qu'ils vivent concrètement. Les concepts restent vides et constituent un univers clos sur lui-même. Comment, en effet, ces notions abstraites de philosophie pure pourraient-elles, sans d'énormes difficultés, avoir véritablement un sens pour les jeunes Togolais d'aujourd'hui ? D'autant que les élèves ont rarement l'occasion de réfléchir sur de tels aspects de leur univers mental et culturel.

Certes, dans la mouvance de la réforme, en 1977, l'Association des professeurs de philosophie établissait de nouveaux programmes dont l'ambition était de coller davantage à la réalité culturelle locale et de mieux répondre aux problèmes spécifiques d'un pays africain en voie de développement. On a réduit l'importance de la philosophie pure et on a introduit l'étude de notions plus concrètes à partir des sciences humaines. Ainsi la pensée mythique (le mythe, les rites, la magie), la sagesse traditionnelle, la culture et la tradition (particulièrement en Afrique), la pensée syncrétique (fruit de l'acculturation), l'État et l'unité nationale (notamment les problèmes d'intégration ethnique) sont des notions qui trouvent désormais leur place dans les programmes officiels. Mais, dans la pratique, l'enseignement n'a pour ainsi dire pas changé : les nouvelles notions sont généralement intégrées dans les programmes de seconde et de première, lesquels ont été, en attendant des jours meilleurs, suspendus par manque de crédit, au moins dans les lycées d'État, c'est-à-dire pour 82 % des effectifs. Dans les faits, sinon sur le papier, les programmes restent donc globalement ce qu'ils ont toujours été depuis l'indépendance : un plagiat du modèle français.

D'ailleurs où les élèves trouveraient-ils de quoi développer en eux la culture et l'ouverture d'esprit nécessaires, auxquels leur milieu familial, au moins pour la grande majorité d'entre eux, ne les dispose pas ? Certes, le Centre culturel français exerce un réel rayonnement à Lomé et attire de nombreux jeunes scolarisés. Mais, par ailleurs, la radio, la télévision et le quotidien du Parti sont de qualité culturelle insuffisante, même s'ils restent honorables comparative-ment aux médias d'autres pays africains. Quant aux cinémas populaires, ils proposent surtout des films pornographiques ou de karaté...

La lecture ? Les bibliothèques sont fonctionnelles à Lomé, mais pas toujours dans les autres localités du pays, malgré les efforts qui y sont faits. Il reste les cours suivis à l'école ; ils ne prédisposent pas forcément à l'ouverture d'esprit... D'une façon générale, tout régime à dominante autoritaire évacue les débats qui sont pourtant nécessaires au développement de l'esprit critique.

Philosophie et autocensure

La manière dont élèves et professeurs vivent un régime autoritaire constitue un obstacle certain à l'enseignement de la philosophie. D'une façon visible et extérieure d'abord, le régime fait sentir sa présence en imposant aux élèves des « activités politiques » : marches de soutien à la personne du chef de l'État, longues et fréquentes séances de « haie » devant son passage à chaque fois qu'il accueille un visiteur et au retour de ses voyages à l'étranger, entraînements pour les défilés à l'occasion des grandes fêtes de régime ou pour l'« animation politique » (danses et chants à la gloire du pouvoir) pour laquelle certains élèves sont spécialement désignés. Elles perturbent la vie scolaire et réduisent sensiblement le temps consacré à l'étude : l'année scolaire 1986-1987, au cours de laquelle le Togo reçut la conférence franco-africaine et célébra les vingt ans du régime fut, sur ce point, particulièrement touchée. Ces activités sont pour une part responsables de la baisse du niveau scolaire.

Mais d'une manière plus profonde, c'est le climat psychologique induit par le contexte qui nuit à la pratique de l'enseignement et particulièrement à celui de la philosophie. Certes, comme l'annonçait la réforme, « toutes les idéologies » peuvent s'« exprimer librement sans recherche de prosélytisme » et les programmes ne sont en aucune manière façonnés par l'« éyadémaïsme ». Mais, si le pouvoir n'a pas « idéologisé » l'enseignement de la philosophie, il exerce sur lui une certaine pression. Les cours se déroulent sur un arrière-plan invisible qui pèse sur eux de tout son poids : la peur de la délation. On peut y parler de tout, sauf de la réalité politique : même en dire du bien pourrait être interprété en sens contraire. La censure touche jusqu'aux thèmes généraux, renvoyant trop évidemment au sujet tabou. Ainsi un professeur commençant son cours par : « Aujourd'hui, nous allons parler de la tyrannie... », dut affronter un silence gêné dans la classe. La génération du régime a grandi dans un climat tel que certains n'osent prononcer le nom du Président. Habitué à se méfier de tout le monde, à toujours taire sa pensée, à ne pas réagir devant le spectacle du mensonge et même au besoin à y prêter sa voix,

le jeune élève, ainsi façonné psychologiquement, est profondément inhibé. Une censure intérieure l'étouffe.

Les enseignants se méfient avec raison de leurs élèves, parmi lesquels peuvent se trouver des « mouchards » malveillants ou seulement imprudents. Chez nombre d'entre eux le malaise est profond.

La philosophie : plus que jamais utile

L'enseignement de la philosophie est un révélateur privilégié des contradictions et blocages de la société togolaise. Et l'on pourrait être tenté de prendre la situation précédemment décrite comme une fatalité. Une telle attitude serait sans conséquence si la philosophie était un luxe inutile dans un pays sous-développé. Mais le croire serait réduire le moteur du développement à la seule causalité économique, en oubliant l'importance du facteur culturel. Et une pédagogie appropriée, qu'il reste encore à penser, ne serait peut-être pas sans effet sur la jeunesse scolarisée, sur laquelle repose en tout premier lieu le Togo de demain.

Cette jeunesse a en effet besoin qu'on l'aide à voir clair dans le monde déstructuré qui est le sien et qu'elle comprend mal, à se situer face à une tradition encore très présente, vécue de manière irréfléchie, et par rapport au mythe du modernisme occidental qui n'a pour elle rien perdu de sa force. Qu'on l'aide aussi à se libérer de l'irrationalisme déresponsabilisant dans lequel elle a tendance à se réfugier, et du conformisme pesant révélé, par exemple, par le refus des élèves d'affirmer leur pensée quand elle risque de provoquer les moqueries de leurs condisciples. Les autorités familiales, qui traditionnellement conseillent, prennent en charge et guident le jeune dans la vie, ne suffisent plus aujourd'hui à jouer ce rôle. Livré à lui-même, pas encore habitué à l'indépendance, le jeune vit un certain désarroi.

La classe de philosophie ne pourrait-elle pas être un lieu privilégié de réflexion, de tolérance où, trouvant dans la personne de son professeur une autorité morale et intellectuelle, un « grand frère », l'élève ferait l'apprentissage de « la confiance en soi et de la notion de liberté » dans lequel la réforme de l'enseignement plaçait son objectif essentiel ?

Estelle Floriani